

**Il y a quelques semaines, Libérez-les! avait sollicité le monde politique et associatifs des droits de l'homme, concernant la disparition de Jon Anza, ancien prisonnier politique basque, disparu en avril 2009. Nous avons soulevé le silence politico-médiatique autour de cette disparition, un silence que nous jugions complice.**

**Jon a été torturé, assassiné puis enterré quelque part en France, Gara en apporte la preuve!**

**Nous évoquions le Chili des années 70, le retour du GAL...nous y sommes presque !**

**Toute la vérité doit éclater, toute la vérité et les complicités doivent être connues et jugées, car il s'agit d'un crime de guerre politique contre un militant d'une organisation politique.**

**Nous exigeons une enquête indépendante et libre pour démasquer les tueurs et les complices des tueurs.**

**Gloire à JON**

**Comité "Libérez-les!"**

---

## **GUERRE SALE EN EUSKAL HERRIA**

**Un corps policier espagnol aurait enterré Jon Anza en territoire français.**

Selon des sources tout à fait fiables auxquelles Gara a eu accès, le donostiarra Jon Anza aurait été intercepté dans le train en direction de Toulouse, le 18 avril, par des agents d'un corps policier espagnol. L'enlèvement du militant d'ETA, gravement malade, aurait donné lieu à des interrogatoires illégaux au cours desquels il serait décédé. Ces sources affirment qu'ils ont décidé de se débarrasser de son corps sans vie, l'enterrant en territoire français.

Gara-2009-10-02

DONOSTIA-. De nouveaux renseignements concernant la disparition du militant d'ETA Jon Anza lorsqu'il se rendait à un rendez-vous avec des membres de l'organisation armée, le 18 avril dernier, débouchent sur un dénouement non équivoque : le décès de l'ancien prisonnier donostiarra. D'après des renseignements provenant de sources qui ont eu un contact direct avec des personnes au plus près de cette affaire et auxquels Gara a eu accès, ont confirmé qu'un corps policier espagnol est l'auteur de l'interception du donostiarra, il y a une demi année, ainsi que de son

enlèvement.

Les renseignements peuvent se résumer ainsi : Jon Anza qui ce matin-là se dirigeait en train de Baiona à Toulouse pour une rencontre avec plusieurs membres d'ETA- selon ce qu'a révélé par la suite l'organisation armée-, et qui, en raison d'une grave maladie, était presque complètement aveugle, aurait été intercepté par des agents d'un corps policier espagnol durant ce trajet. Après l'avoir fait descendre du train, le militant donostiarra aurait été enlevé par les policiers et, tout de suite, soumis à des interrogatoires illégaux pendant lesquels il est décédé.

Ces sources assurent que le corps sans vie du militant donostiarra a été, par ailleurs, enseveli quelque part sur le territoire de l'Etat français. Ils ignorent cependant, si les membres du corps policier ont compté avec la connivence ou la collaboration des autorités ou policiers français, ou s'ils ont agi pour leur propre compte.

Interpellation de Rubalcaba

Face à ces nouveaux indices, il faut rappeler l'interpellation publique par le dirigeant du PNV Joseba Egibar du ministre de l'Intérieur, fin août : « Il serait bon que Rubalcaba explique si la Police espagnole a arrêté Jon Anza en territoire français ». Rubalcaba a répondu par le silence. En réalité, il n'a répondu qu'une seule fois sur l'endroit où se trouverait Anza. Dans une conférence de presse à Gasteiz, le ministre espagnol a répondu à Gara : « Il est évident que les FSE (Forces de Sécurité Espagnoles) n'ont rien à voir avec cette disparition. J'entends bien que cela fait partie d'un problème d'ETA, et c'est d'ailleurs ETA qui nous l'a appris. Il ya des hypothèses qui sont faciles à imaginer. Mais rien à voir avec les FSE ».

Ces informations prennent plus de force si on prend en compte les derniers cas d'enlèvements par des policiers ou para policiers de citoyens basques. Par exemple, celui du réfugié politique Juan Mari Mujika interpellé par plusieurs policiers le 11 décembre de l'année dernière à Donapaleu. Ils se sont adressés à lui en français mais après ils se sont identifiés comme étant des policiers espagnols. Il a été enlevé pendant deux heures dans une cabane abandonnée, il a été soumis à des interrogatoires illégaux, et ils ont lancé des menaces contre sa fille incarcérée à l'époque à Madrid.

#### Augmentation des enlèvements politiques

Au mois de mai on a connu l'affaire de l'ancien prisonnier de Bilbo Lander Fernandez, enlevé par des agents identifiés comme ertzainak. Après qu'ils lui aient formulé la même exigence de collaboration, Fernandez a dénoncé avoir été tabassé. À la suite de sa dénonciation publique, il a été arrêté et incarcéré sur ordre de la Audiencia Nacional espagnole.

Un autre cas effrayant est celui dénoncé par l'ancien prisonnier de Arbizu Alain Berastegi, abordé au mois de juillet sous la menace de mitraillette par douze encagoulés et enlevé dans une montagne à l'accès difficile pendant au moins sept heures, après que de faux clients lui aient demandé ses services comme maçon. Récemment on a appris, cette fois ci à Iruñea, que Dani Saralegi de la plateforme Gora Iruñea a été retenu par la force et soumis à de fortes menaces.